

FACE A L'ABAISSMENT DES MOYENS ET LA REMISE EN CAUSE DE NOS MISSIONS, ENSEMBLE, AGISSONS !

Cher(e)s confrères,

Vous venez assister aujourd'hui aux 14e Journées des pôles associés et de la coopération. Nous voulons à cette occasion vous alerter de la situation préoccupante de la Bibliothèque nationale de France qui se traduit par une remise en cause sans précédent de ses missions de service public et de leur sens.

Les budgets

La diminution historique du budget de la culture se traduit pour notre établissement par une baisse de subvention de 2,4 Md€ pour l'année 2013. Sur les trois prochaines années, 11 millions d'économies sont à rechercher amenant les subventions dédiées à notre établissement à un niveau à la baisse jamais atteint.

Les effectifs

Malheureusement, la politique conduite par le précédent gouvernement se poursuit avec une suppression pour l'année 2013 de 59 emplois portant à plus de 260 le nombre de postes supprimés en quelques années.

Tout cela a des conséquences graves sur nos missions :

- Une aggravation des conditions de travail et une multiplication des cas de souffrance au travail conséquence directe de la baisse continue des effectifs, tandis que les contrats précaires de courtes durées se multiplient.
- Une baisse des budgets d'acquisition, pourtant facteur essentiel d'enrichissement des collections, de - 25 % en 3 ans
- Des budgets de conservation en forte diminution qui ne permettent plus d'assurer une politique de conservation digne d'une Bibliothèque nationale
- Concernant la coopération nationale dont vous êtes les acteurs, la baisse de la subvention pour les pôles associés documentaires (- 260 000 euros pour 2013) et la suppression programmée du 2e exemplaire déposé au titre du dépôt légal par les éditeurs entraînant la fin de la redistribution aux bibliothèques partenaires, remettent dangereusement en cause la politique de coopération du Ministère et la carte documentaire du patrimoine écrit

Des projets contestés et coûteux qui portent préjudice aux missions pérennes et à l'accomplissement... de nos métiers :

- Le réaménagement et la nouvelle entrée Hall Est entraînent une dépense de 4,9 millions d'euros alors que la direction de la BnF prévoit des économies à hauteur de 4,4 millions d'euros
- L'occupation du domaine public de la BnF au bénéfice de la société MK2 censée rapporter une redevance ridiculement faible eu égard au sacrifice consenti
- Enfin la signature de deux accords de numérisation des collections de la BnF conclus via la Filiale BnF-partenariats : 70000 livres anciens numérisés par la Société ProQuest et 200.000 disques par les sociétés Believe digital et Memnon archiving services, ce qui revient de la part de la BnF et du ministère de la Culture à privatiser le patrimoine public pour dix ans (ainsi que l'ont souligné un grand nombre d'associations professionnelles telle que l'ABF) et à permettre à ces sociétés privées de dégager des bénéfices avec la commercialisation de collections publiques.

Exigeons la fin d'une politique d'austérité qui menace les missions de service public de la BnF et son rôle historique d'opérateur national

Exigeons du Ministère de la culture et de la communication une vraie politique publique de la culture en phase avec sa mission de démocratisation culturelle, pour l'accès gratuit et universel au patrimoine et à la culture. Exigeons des moyens financier et en personnel à la hauteur des besoins pour accomplir pleinement nos missions.